

Participation des employeurs à l'effort de construction

BULLETIN DE VERSEMENT 2010

VOS COORDONNÉES

En cas de modification :

Raison sociale _____
 Adresse _____

 CP _____
 Ville _____
 Responsable
 Prénom _____
 Nom _____
 Tél. _____
 Fax _____
 e-mail _____

VOTRE CORRESPONDANT

Département de dépôt de votre déclaration 2080

Nombre de salariés _____

(Effectif moyen 2009 en équivalent temps plein)

Montant des salaires bruts année 2009 _____

Exonération 100% ou abattement 75% 50% 25%

Contribution de 0,45% :



**Le versement 1/9^{ème} a été supprimé par la loi BOUTIN du 25 mars 2009.
La contribution reste fixée à 0,45% en un seul versement.**

en SUBVENTION _____

déductible des bénéfices

ou

en PRÊT _____

immobilisation au bilan échéance 20 ans,

pour une autre durée, précisez ans

cotisation statutaire

8 €

TOTAL du VERSEMENT _____

Document à retourner avant le **31 décembre 2010**,
avec votre règlement établi à l'ordre de **CILGERE**

MODE DE RÈGLEMENT

CHÈQUE

n° _____

sur _____

en date du _____

VIREMENT

Banque : BFCC AGEN

Code Banque : 42559

Code guichet : 00050 Numéro de compte : 21022156201 Clé RIB : 85

Code IBAN : FR76 4255 9000 5021 0221 5620 185 Code BIC : CCOPFRPPXXX

en date du _____

CACHET, DATE ET SIGNATURE

LES MODALITES DE VERSEMENT

Champ d'application

Sont assujetties à la Contribution à l'Effort de Construction, toutes les Entreprises ayant occupé au cours de l'année civile écoulée au moins 20 salariés, à l'exception de l'Etat, des Collectivités Locales et leurs Etablissements Publics, Administratifs et des employeurs relevant du régime agricole.

Sont considérées comme occupant 20 salariés, les Entreprises dont le nombre mensuel moyen de salariés (équivalent temps plein) a été au moins de 20 au cours de l'année civile écoulée.

Les employeurs qui, en raison de l'accroissement de leur effectif, atteignent ou dépassent l'effectif de 20 salariés, sont dispensés pendant trois ans du paiement de la cotisation relative à la participation.

Le montant de leur participation est réduit de 75 %, 50 % et 25 % respectivement chacune des trois années suivant la dernière année de dispense.

Base de calcul

L'assiette de la participation est calculée sur le montant brut des rémunérations versées au cours de l'année civile écoulée, quelle que soit la date de clôture de l'exercice social. Elle est identique à celle retenue pour le calcul des cotisations de sécurité sociale.

Pour les entreprises du BTP, l'assiette de la participation

doit inclure le montant représentatif des indemnités de congés payés.

Taux de la participation

Il est fixé à 0,45 %.

Modalités d'investissement

- en SUBVENTION : les versements effectués en subvention constituent un investissement définitif qui est inclus dans les frais généraux de l'Entreprise. Ils viennent donc en déduction des bénéfices.
- en PRET : les investissements réalisés à titre de prêt sont faits pour une durée de 20 ans (minimum 5 ans).

Date limite de l'investissement

Au plus tard le 31 décembre de l'année suivant celle du paiement des salaires.

A défaut ou en cas d'insuffisance d'investissement, le Trésor Public procède au recouvrement des sommes dues. Le taux appliqué est alors de 2 %.

Durée de l'investissement

A l'exception de la subvention investie à titre définitif, les investissements doivent être faits pour une durée minimum de 20 ans. Toute somme qui reviendrait à l'Entreprise avant expiration de ce délai doit être réinvestie par elle dans un délai de 3 mois.

Report des investissements

Les investissements excédant les obligations d'un exercice peuvent être reportés sur les suivants. Dans le cas où ce

versement est fait sous forme de subvention, seules les sommes correspondant à l'obligation légale peuvent être imputées en charges fiscales de l'exercice.

Engagement au titre des salaires de l'année

Chaque Entreprise assujettie peut bénéficier d'un avantage fiscal en s'engageant dès à présent à verser irrévocablement en subvention sa participation (Arrêt du Conseil d'Etat du 25 octobre 1972 visant le paragraphe 5 de l'article 39 1, 4 du Code Général des Impôts).

Reçu libératoire

Un reçu libératoire est délivré pour chaque versement.

Un " reçu bis " est délivré en cas de transformation de prêt en subvention ou de prorogation d'un prêt à durée limitée.

Déclaration

Les Employeurs sont tenus de produire à l'Administration des Contributions Directes avant le 30 avril de l'année suivant celle où les investissements doivent être réalisés, une déclaration spéciale mentionnant notamment le montant des sommes à investir, le montant des investissements réalisés et les modalités suivant lesquelles ces investissements sont effectués (déclaration 2080).

Cotisation statutaire

Son montant annuel est fixé par l'Assemblée Générale. Elle est facultative. Seules les Entreprises adhérentes à jour dans leurs cotisations peuvent participer aux Assemblées Générales.

CONDITIONS D'EMPLOI DES FONDS VERSES

Application du décret n° 94-317 du 13 avril 1994 relatif à la publication par les Organismes Collecteurs des conditions habituelles d'emploi provenant de la Participation des Employeurs à l'Effort de Construction.

- Ces dispositions concernent CILGERE dénommé ci-après le C.I.L.

Le C.I.L. a été constitué en vue de faciliter aux Employeurs l'exécution des obligations résultant pour eux des dispositions légales visant la Participation Obligatoire à l'Effort de Construction et pour recevoir les fonds provenant de cette Participation.

Il a pour vocation de résoudre, dans la limite de ses ressources, tous les problèmes logement qui se posent aux salariés des Entreprises adhérentes.

Son action s'inscrit dans le cadre des décisions prises par le Conseil d'Administration de l'UESL, en conformité avec la politique logement des Pouvoirs Publics.

1. Conditions, critères et limites dans lesquels les salariés des Entreprises adhérentes peuvent bénéficier des prêts à personnes physiques

- Le montant du prêt est déterminé en accord avec l'Entreprise dans la limite des plafonds réglementaires.
- Le prêt est accordé si le C.I.L. estime que le salarié a la capacité de le rembourser.
- La durée du prêt, fixée selon les capacités de remboursement de l'emprunteur, ne peut excéder :
 - 12 ans pour l'acquisition d'un logement,
 - 10 ans pour les travaux.
- Le taux d'intérêt est de 1,5 % maxi l'an majoré de l'assurance obligatoire Décès-Invalidité-Incapacité de travail, l'assurance Perte d'Emploi est facultative.

- Le montant du prêt est enregistré en totalité sur le Bilan de Services de l'Entreprise.
- Le montant global annuel des prêts accession et des prêts relatifs aux opérations d'acquisition de logements anciens sans réalisation de travaux, étant plafonné, le C.I.L. peut être contraint, en raison de ces deux limites, de réduire ou refuser des demandes de prêt.

2. Procédure des Droits Ouverts

Les aides relevant de la convention du 3 août 1998 peuvent être octroyées à un public plus large que celui des salariés d'Entreprises adhérentes.

Ainsi, toute personne remplissant les conditions pour bénéficier de l'une de ces aides peut s'adresser directement au C.I.L. de son employeur, ou au C.I.L. le plus proche. En cas de refus, des possibilités de recours sont offertes.

3. Conditions, critères et limites dans lesquels les Entreprises peuvent conclure des conventions de réservation de logements à usage locatif

- L'Entreprise adhérente doit donner son accord sur les conditions de coût et de durée de réservation, accord matérialisé par la signature d'une convention entre l'Entreprise et le C.I.L.
- Le bénéficiaire du logement doit être agréé par le bailleur (respect des plafonds de ressources et des conditions d'occupation des logements).
- Le montant de la réservation est enregistré en totalité sur le Bilan de Services de l'Entreprise.
- Lorsque la participation a été versée sous forme de prêt, il est demandé à l'Entreprise de transformer ce prêt en subvention à hauteur du montant de la réservation de logement.

4. Conditions, critères et limites dans lesquels les Entreprises peuvent, en vue de l'attribution de logements à usage locatif au bénéfice de leurs salariés, obtenir un reversement à un autre organisme (C.C.I. - SACI, organisme H.L.M.).

- La demande de reversement ne s'effectue que si le C.I.L. a reçu une demande de réservation locative depuis deux mois au minimum et s'il n'a pu faire de proposition acceptable.

- La demande de reversement n'est acceptée que si l'Entreprise a versé sa participation l'année précédente et dans la limite du montant de cette participation, déduction faite des prélèvements réglementaires.
- Le montant du reversement est enregistré en totalité sur le Bilan de Services de l'Entreprise et il est effectué sous forme de prêt à 20 ans, sans intérêts, remboursable en une fois à son terme.
- Le transfert n'est effectué qu'après acceptation par le bailleur du candidat salarié de l'Entreprise.
- Il n'est pas effectué de reversement à un autre collecteur ayant refusé à CILGERE un transfert répondant aux critères définis ci-dessus.

5. Bilan de Services Entreprise

A la demande de l'Entreprise, le versement de la participation peut donner lieu à l'ouverture d'un " Bilan de Services Entreprise ".

Le Bilan de Services récapitule les services rendus par le C.I.L. à l'Entreprise et ses salariés :

- les prêts et aides aux salariés,
- les salariés logés,
- les transferts de fonds,
- et tout autre emploi de fonds conforme à la réglementation.

Le C.I.L. répond de manière prioritaire et en fonction de ses capacités financières aux demandes de ses adhérents, c'est-à-dire d'Entreprises ayant versé leur participation au cours du dernier exercice. Il peut donc être amené à refuser des demandes d'Entreprises ayant cessé de lui verser leur participation.

Ces dispositions générales ne tiennent pas compte des accords spécifiques pouvant être passés entre CILGERE et les Entreprises adhérentes compte tenu de leur spécificité.

Elles peuvent être modifiées du fait de conventions passées entre les Partenaires Sociaux ou d'un changement de réglementation qui interviendrait après la date d'émission de ce document.